



APPEL A SIGNATURES
CONTRE L'INVITATION DE PORFIRIO LOBO SOSA,
PRESIDENT DU HONDURAS ISSU DU COUP D'ETAT DU
28 JUIN 2009, AU 6 EME SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET
DE GOUVERNEMENT DE L'UNION EUROPEENNE, DE
L'AMERIQUE LATINE ET DES CARAÏBES.

D. JOSÉ RODRÍGUEZ ZAPATERO
PRESIDENT DU GOUVERNEMENT D'ESPAGNE
PRESIDENCE ESPAGNOLE DE L'UNION EUROPEENNE

Les organisations de la société civile internationale, de la coopération et des droits humains ici signataires; tenons à exprimer notre préoccupation suite à l'invitation que votre gouvernement a faite à M. Porfirio Lobo Sosa pour assister au sixième Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes qui aura lieu à Madrid au mois de mai prochain.

Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, nous pensons que le transfert du pouvoir à M. Porfirio Lobo Sosa n'a pas résolu le conflit démocratique profond auquel est confronté l'Etat du Honduras depuis la perpétration du coup d'État, le 28 Juin 2009 dernier. La reconnaissance rapide du nouveau gouvernement du Honduras par la communauté internationale, est un mauvais précédent pour l'Amérique latine - une région qui fête ses deux siècles d'indépendance et d'édification démocratique -, qui croyait avoir surmonté le spectre des coups d'Etat. Nous vous demandons de ne pas oublier que:

- 1) M. Lobo Sosa, a été élu suite à un processus électoral qui n'était pas reconnu comme légitime par la communauté internationale du fait qu'il était vicié par la militarisation du pays, par des restrictions des libertés fondamentales et par une situation de persécution politique, crimes perpétrés depuis le coup d'Etat du 28 juin.
- 2) En Juin dernier, et en tant que président du Parti national, M. Lobo Sosa, a incité les membres de son parti politique à soutenir le coup d'Etat.
- 3) M. Lobo Sosa, non seulement n'a pas condamné le Coup d'État mais, en tant que président de son parti politique, il n'a rien fait pour empêcher que celui-ci soutienne le Coup d'Etat, de la même façon qu'une fois élu président, M. Lobo n'a pas contribué à la restauration de la démocratie via l'application de l'accord Guaymuras.
- 4) Lobo Sosa et son parti politique, ont contribué à nommer Roberto Micheletti comme député à vie, de la même manière que cela a été fait dans le Chili de Pinochet, et ce, alors même que cette procédure est contraire aux dispositions de la Constitution hondurienne.
- 5) Le premier acte de M. Lobo Sosa en tant que président du Honduras, a été de déclarer une amnistie et le pardon des crimes commis par les responsables du gouvernement *de facto*.

- 6) Nous rappelons également qu'il a eu une continuité du régime *de facto* après la transition présidentielle du 27 Janvier dernier. En effet, la Cour suprême, le Bureau du procureur général, le Procureur des Droits humains, la police nationale, l'armée nationale et d'autres organismes d'État ont contribué au coup d'État, et par action ou par omission, ont permis des graves violations des droits humains, y compris le crime de persécutions politiques, dénoncé auprès de la CPI.
- 7) Nous rejetons également, la décision de la Cour suprême hondurienne d'acquitter définitivement les six officiers supérieurs de l'armée qui ont perpétré le putsch, en faisant valoir que leur action visait la défense de la démocratie et de la paix au Honduras. Cette décision - prise par le Président de la Cour suprême, le juge Jorge Rivera Aviles-, libère de toute responsabilité l'armée qui a exécuté le coup d'État, prouvant une fois de plus la politisation de la magistrature et l'absence de garanties pour établir la vérité, faire justice et indemniser les victimes.
- 8) Nous rejetons la nomination de l'ancien général Roméo Vasquez, l'une des figures les plus visibles du coup d'État, comme directeur de Hondutel, l'une des principales entreprises de l'État du Honduras. Par cette nomination, il est démontré que non seulement Lobo Sosa n'est pas disposé à apporter les changements institutionnels nécessaires, mais, qu'au contraire, il continue à respecter les engagements pris vis-à-vis des responsables du coup d'État.
- 9) Nous demandons que soient maintenues les sanctions contre le Honduras au niveau de la coopération internationale, sauf celles dirigées directement aux organisations de la société civile et d'aide humanitaire; ainsi que le maintien des sanctions diplomatiques. Aucune personne liée au coup d'État du 28 juin ne doit être acceptée sur le territoire de l'UE. Le rétablissement de la coopération internationale à l'État du Honduras devrait être conditionnée à l'évincement de toute figure putschiste des institutions publiques les plus importantes.
- 10) Nous exigeons le rejet du décret d'amnistie qui favorise les putschistes. Le soutien annoncé par l'Espagne et, vraisemblablement par l'UE, à la Commission de la vérité, doit être conditionné afin de garantir réellement l'impartialité, l'objectivité et le respect du droit des victimes à la vérité, à la justice et à la réparation. Ainsi que le droit du peuple hondurien à la garantie que d'autres coups d'État et de crimes commis par les putschistes ne se reproduiront pas.
- 11) Nous rappelons que l'actuel président du Honduras n'a pas été invité au Sommet du Groupe de Rio qui a eu lieu le 22 et 23 Février 2010, à Mexico où la Constitution de la Communauté de l'Amérique latine et des Caraïbes a été adoptée. L'appartenance du Honduras à l'Organisation des États américains (OEA) est suspendue en raison de la déposition illégale de Manuel Zelaya. Le gouvernement de l'Espagne, dans le cadre de la présidence de l'UE qu'il exerce, devrait être cohérent et respecter les résolutions et décisions des organes régionaux comme le Groupe de Rio, compte tenu des conséquences d'un tel précédent pour l'Amérique latine.
- 12) Par conséquent, nous insistons sur le fait que la présidence espagnole de l'Union européenne et les États membres, ne devraient pas donner de signes qui permettent de croire qu'un coup d'État peut être légitimé par le biais d'un processus électoral alors que le rétablissement de la démocratie n'est pas garanti et que les autorités élues elles mêmes, ont été complices ou co-auteurs de la rupture du régime démocratique.

Pour toutes ces raisons, nous insistons auprès de la présidence espagnole de l'Union européenne pour que soit retirée l'invitation faite à M. Lobo Sosa d'assister au sixième Sommet des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra en Mai à Madrid.

Nous croyons que le maintien de l'invitation à M. Lobo Sosa aura un impact négatif sur les relations euro-latino-américaines et qu'il envoie un signal négatif quant à l'avenir de la démocratie en Amérique latine.

Nous espérons que la présidence espagnole, conformément à l'engagement de défense des principes et de l'esprit démocratique qui a été le sien, ne déçoive pas les attentes que sa présidence a fait naître et continuera à offrir des références indispensables pour continuer à faire progresser le processus de démocratisation en Amérique latine et les Caraïbes.

L'Espagne ne peut pas nous faire perdre l'espoir que nous avons placé dans son mandat présidentiel.

Respectueusement

Luis Guillermo Pérez Casas – CIFCA –

Martin Pascual – CENDA –

Miguel Santibáñez –ALOP-

Javier Azpur - Grupo Propuesta Ciudadana –

Luis M. Sirumbal – CEDAL-

Maria Pia Matta – AMARC-

Lilián Celiberti - Articulación Feminista Marcosur-

AnnaMaria Donnarumma – PRODOC-

Roger Barrantes Estrada -Iniciativa CID-

Carlos Amador Moraga – Asociación Cristiana de Jóvenes de Nicaragua-

Juana Mulul - Movimiento Mujeres Indígenas-

Carlos Villarreal – Ecuador Decide –

Marcela Benavides Gazarraga – Colectivo de Mujeres “Acción Política por la Equidad –

Dennys Guzmán - Centro de Estudios Europeos –

Javier Azpur – Grupo Propuesta Ciudadana-

Alejandra Alayza – Red GE-

Stephane Compere - CNCD 11.11.11 –

Tom Kucharz – Ecologistas en Acción –

Enrique Daza –ASC-

Brid Brennan - Transnational Institute-

Raúl Leis –CEAAL-

Alberto Croce - SES -

Carlos Rodriguez - IEPALA-

Mercedes Ruiz Giménez Aguilar - AIETI-

Nina González - SETEM -

Iván González - CDA -

Eveling Carrasco Lopez - Feminista -

Graciela Maiztegui - Red Encuentro - SEHAS

Victor Benitez Insfrán - Asociación de ONGs del Paraguay -

Karen Bahr Caballero - Universidad Católica de Lovaina

Philippe Santini - Coordination Belge pour la démocratie au Honduras

Paul-Emile Dupret - Jurista, Parlamento europeo, grupo GUE/NGL

D. JOSÉ RODRÍGUEZ ZAPATERO

PRESIDENTE DEL GOBIERNO DE ESPAÑA

PRESIDENCIA ESPAÑOLA DE LA UNIÓN EUROPEA

Madrid, 15 de marzo de 2010.

Las redes internacionales de sociedad civil, de cooperación y de derechos humanos abajo firmantes, queremos expresar nuestra preocupación por la invitación que su gobierno ha realizado al señor Porfilio Lobo Sosa a participar en la VI Cumbre de Jefes de Estado y de Gobierno de la Unión Europea, América Latina y el Caribe que tendrá lugar en Madrid el próximo mes de mayo.

Como lo hemos manifestado en reiteradas ocasiones, creemos que el traspaso de poder al señor Porfilio Lobo Sosa no solucionó el profundo conflicto democrático que afronta el gobierno de Honduras desde la perpetración del golpe de estado el 28 de junio del 2009. El reconocimiento rápido del gobierno de Honduras por parte de la comunidad internacional, es un pésimo precedente para Latinoamérica - región que celebra dos siglos de independencia, de construcción de democracia- y que creía ya superado los fantasmas de los golpes de Estado. Por tanto recordamos que:

- 1) El señor Lobo Sosa, fue electo en un proceso electoral no reconocido por la comunidad internacional y viciado por la militarización del país, las limitaciones a las libertades fundamentales y bajo la perpetración del crimen de persecución política desde el golpe de Estado mismo. El señor Lobo Sosa no solamente no condenó el golpe de Estado sino que, como presidente de su partido político, no impidió que éste lo respaldara; tampoco habiendo sido electo Presidente contribuyó para el restablecimiento previo de la democracia y el cumplimiento del Acuerdo Guaymuras-San José.
- 2) Como presidente del Partido Nacional, el señor Lobo Sosa, en el momento del golpe, influyó para que los diputados de su partido político, asimismo, lo respaldaran.

- 3) El señor Lobo Soza contribuyó con su partido político a otorgarle el título a Roberto Micheletti de diputado vitalicio, a la usanza de lo que lograra Pinochet en Chile, pese a que dicha figura es contraria a la Constitución hondureña.

Y, en su primer acto como gobernante firmó un decreto de amnistía para los involucrados en la realización y mantenimiento del régimen de facto.

- 4) Recordamos igualmente que el régimen de facto no desapareció con la transición presidencial ilegítima del último 27 de enero; tanto la Corte Suprema de Justicia, la Fiscalía General de la Nación, el Comisionado Nacional de Derechos Humanos, la Policía Nacional, el Ejército Nacional, así como otras instancias del Estado han estado comprometidas con el golpe de Estado y, por acción y omisión, con graves violaciones de derechos humanos, en particular el crimen de persecución política denunciado ante la Corte Penal Internacional.
- 5) De igual manera, rechazamos la decisión de la Corte Suprema de declarar el sobreseimiento definitivo de seis oficiales militares de alto rango que apoyaron el golpe, alegando que su actuación fue para defender la democracia y la paz en Honduras. Esta resolución del Magistrado Presidente de la Corte Suprema de Justicia, Jorge Rivera Avilés, libera de responsabilidad a los militares que ejecutaron el golpe de Estado, mostrando una vez más la politización del órgano judicial, la ausencia de garantías para establecer la verdad, para que se haga justicia y para que se repare a las víctimas.
- 6) Rechazamos el nombramiento de Romeo Vásquez, una de los rostros más visibles del golpe de Estado, como director de Hondutel, una de las empresas claves del Estado hondureño, con este nombramiento por parte de Lobo Sosa, se demuestra que éste no sólo no tiene voluntad de hacer cambios profundos, sino que sigue cumpliendo compromisos adquiridos con los responsables del golpe.
- 7) Solicitamos que se mantengan las sanciones sobre Honduras tanto a nivel de la cooperación internacional -salvo la dirigida directamente a organizaciones de la sociedad civil y la ayuda humanitaria-, como de las sanciones diplomáticas, de manera que no se acepte en territorio europeo a ninguna persona vinculada con el golpe de Estado del pasado 28 de junio. El restablecimiento de la cooperación internacional al Estado de Honduras debe estar condicionado a la depuración de los golpistas presentes en la dirección de las más importantes instituciones del Estado.
- 8) Pedimos repudiar el decreto de amnistía que está hecho para favorecer a los golpistas. El apoyo anunciado de España y, probable de la UE a la Comisión de la Verdad, debe estar condicionado a que realmente se garantice la imparcialidad, objetividad y a que se garanticen los derechos de las víctimas a la verdad, a la justicia, a la reparación y a las garantías de no repetición de otros golpes de Estado ni de los demás crímenes cometidos por los golpistas.
- 9) Destacamos que los días 22 y 23 de febrero de 2010 se celebró en México la Cumbre del Grupo Río, en la cual se aprobó la constitución de la Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños. En esta Cumbre no se invitó al presidente de Honduras debido a que la pertenencia del país a la Organización de Estados Americanos (OEA) está suspendida a causa del derrocamiento de Manuel Zelaya de la Presidencia el pasado 28 de junio. El gobierno de España, en el marco de su presidencia de la UE, debería ser consecuente y demostrar respecto a las resoluciones y decisiones de instancias regionales como el Grupo de Río y considerar las consecuencias que éste tiene para Latinoamérica.
- 10) Insistimos, por tanto, en que la Presidencia Española de la Unión Europea y los Estados miembros no deberían dar señal alguna de que puede legitimarse un golpe de Estado a través de un proceso electoral cuando no se ha garantizado el restablecimiento previo de la democracia y las autoridades electas ellas mismas han sido auspiciadoras o cómplices del rompimiento de la democracia.

Por todo lo expresado, insistimos ante la Presidencia Española de la Unión Europea para que retire la invitación otorgada al señor Porfilio Lobo Sosa a participar en la VI Cumbre de Jefes de Estado y de Gobierno que se celebrará en mayo próximo, en Madrid.

Creemos que mantener la invitación al señor Lobo Sosa afecta a las relaciones eurolatinoamericanas y es una señal negativa frente al futuro de la democracia en Latinoamérica.

Esperamos de la Presidencia Española que, en coherencia con sus fidelidades profundas y en defensa de los principios y talante democrático que ha mantenido en muchos espacios de la comunidad internacional, no defraude las expectativas que su Presidencia ha creado, y, de nuevo, aporte referentes valiosos para que sigan avanzando los procesos democratizadores en América Latina y el Caribe.

España no puede hacernos perder la credibilidad que teníamos puesta en su gestión presidencial.

Respetuosamente,

Luis Guillermo Pérez Casas - CIFCA -

Martin Pascual - CENDA -

Miguel Santibáñez -ALOP-

Javier Azpur - Grupo Propuesta Ciudadana -

Luis M. Sirumbal - CEDAL-

Maria Pia Matta - AMARC-

Lilián Celiberti - Articulación Feminista Marcosur-

AnnaMaria Donnarumma - PRODOC-

Roger Barrantes Estrada -Iniciativa CID-

Carlos Amador Moraga - Asociación Cristiana de Jóvenes de Nicaragua-

Juana Mulul - Movimiento Mujeres Indígenas-

Carlos Villarreal - Ecuador Decide -

Marcela Benavides Gazarraga - Colectivo de Mijeres "Acción Política por la Equidad -

Dennys Guzmán - Centro de Estudios Europeos -

Javier Azpur - Grupo Propuesta Ciudadana-

Alejandra Alayza - Red GE-

Stephane Compere - CNCD 11.11.11 -

Tom Kucharz - Ecologistas en Acción -

Enrique Daza -ASC-

Brid Brennan - Transnational Institute-

Raúl Leis -CEAAL-

Alberto Croce - SES -

Carlos Rodriguez - IEPALA-

Mercedes Ruiz Giménez Aguilar - AIETI-

Nina González - SETEM -

Iván González - CDA -

Eveling Carrasco Lopez - Feminista -

Graciela Maiztegui - Red Encuentro - SEHAS

Victor Benitez Insfrán - Asociación de ONGs del Paraguay -

Karen Bahr Caballero - Universidad Católica de Lovaina

Philippe Santini - Coordination Belge pour la démocratie au Honduras

Paul-Emile Dupret - Jurista, Parlamento europeo, grupo GUE/NGL